



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

artisans : calcul des pensions

Question écrite n° 10690

Texte de la question

M. Jean Charroppin appelle l'attention de Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité sur les difficultés que rencontrent en particulier les artisans dans le cadre du calcul de la retraite lorsqu'ils ont cotisé, comme c'est souvent le cas, à plusieurs régimes au cours de leur vie active. En effet, le nombre d'années de référence pour le calcul du revenu annuel moyen est passé progressivement de 10 à 25 ans. Or, dans l'hypothèse de cotisations à plusieurs régimes, les calculs se font séparément et indépendamment. Il en résulte que, en l'absence de 25 années de cotisation dans chaque régime, le calcul du revenu moyen intègre toutes les années, y compris celles dont le montant des cotisations n'a pas validé un trimestre. Le montant global de la retraite ainsi calculé en est donc nettement réduit. Il lui demande donc de bien vouloir lui indiquer les mesures envisagées pour mettre fin à ce type de situation contraire à l'esprit initial de la loi du 22 juillet 1993 relative au calcul des retraites.

Texte de la réponse

Chaque régime procède à la liquidation d'une pension de retraite compte tenu de ses règles propres et notamment des salaires soumis à cotisations durant l'affiliation à chacun d'entre eux, ainsi que des périodes d'assurance correspondantes. Il est ainsi vrai que pour les assurés relevant de plusieurs régimes de retraite, chaque caisse calcule le montant de la pension allouée sur la base des salaires des meilleures années dans chacun des régimes. Il paraît en effet peu logique et guère contributif de calculer une pension de retraite au titre d'un régime sur la base de salaires et de cotisations payés dans un autre régime. Les régimes spéciaux, les régimes des professions libérales, le régime des exploitants agricoles ainsi que les régimes de retraite complémentaires obligatoires calculent en conséquence la pension qu'ils servent à chacun de leurs retraités sur la base des seules cotisations versées à leur régime. La prestation servie, hors mécanismes de solidarité, est bien strictement le reflet de l'effort contributif de chaque assuré auprès de chacun de ces régimes. Le régime des artisans (comme le régime général et les autres régimes alignés sur celui-ci : commerçants, professions industrielles et salariés agricoles) est cependant plus généreux à l'égard des assurés qui ont pu relever à un moment ou à un autre de leur carrière de celui-ci puisqu'il prend en compte pour le calcul du taux de liquidation de la pension l'ensemble des cotisations versées et donc des trimestres validés par un assuré, dans quelque régime que ce soit. Il prend même en compte, dans le calcul du taux, les avantages non contributifs, c'est à dire sans contrepartie de cotisations, accordés par d'autres régimes. Cela permet donc aux polypensionnés de bénéficier du taux maximum pour chacune de leur pension relevant du régime général ou de l'un des régimes alignés. Cette situation n'est pas rare puisque plus de 70 % des polypensionnés bénéficient grâce à ce mode de calcul d'un taux, dans chacune de leurs pensions, supérieur à celui qu'aurait autorisé, pour chaque pension, la prise en compte des seuls trimestres validés dans le régime liquidant. Ces pensions sont ainsi calculées sur la base d'un taux égal la plupart du temps à 50 % au lieu d'un taux inférieur, voire égal au taux plancher de 25 % (ce qui est le cas dès qu'un assuré relevant d'un seul régime dispose d'une durée d'assurance inférieure de 5 ans à celle requise pour obtenir le taux plein), ce qui a pour effet de doubler le montant de la pension servie. Par ailleurs, si pour les monopensionnés la durée d'assurance est obligatoirement écrêtée à 150 trimestres quand

l'assuré en totalise beaucoup plus, en revanche, pour les polypensionnés, tous les trimestres d'assurances sont pris en compte. Cela permet pour ceux-ci la prise en compte pour la proratisation des pensions au 1/150 d'une durée d'assurance supérieure à 150 trimestres. Cette situation, là encore, n'est pas rare puisqu'une enquête récente a ainsi montré que 28,5 % des retraités sont pluripensionnés et justifient de plus de 150 trimestres d'assurance, soit 2 pluripensionnés sur 3. Au total, c'est presque la totalité des polypensionnés qui apparaît favorisée par rapport aux monopensionnés. En tout état de cause, la situation financière actuelle de la branche vieillesse du régime général dont le besoin de financement restera important au cours des prochaines années ne permet pas d'aller encore au-delà de ces dispositions.

Données clés

Auteur : [M. Jean Charroppin](#)

Circonscription : Jura (2^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 10690

Rubrique : Retraites : régimes autonomes et spéciaux

Ministère interrogé : emploi et solidarité

Ministère attributaire : emploi et solidarité

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 2 mars 1998, page 1134

Réponse publiée le : 14 septembre 1998, page 5094